



LES GÉOMÈTRES SACRIFIÉS

NON A LA DEMOLITION DU CADASTRE

La DG veut faire disparaître les CDIF de la carte de la DGFIP.

Les géomètres du cadastre, colonne vertébrale, à la fois l'histoire, la mémoire, l'articulation et la cohérence du service gestionnaire des bases d'imposition à la fiscalité locale, sont en première ligne pour payer au prix fort les fautes de quelques irresponsables qui méconnaissent les missions cadastrales.

La dernière mouture des restructurations proposées par la DG consiste à abandonner la mission technique des géomètres pour les concentrer sur la mission fiscale.

C'est une aberration fondamentale dans la mesure où c'est justement l'osmose des missions techniques, fiscale et foncière qui assure le suivi exhaustif des bases. Cette osmose est l'interface incontournable entre les acteurs de la fiscalité locale, entre les collectivités locales, qui la demandent, et la DGFIP: elle doit être renforcée.

C'est pour cela que toutes les tentatives d'éclatement et-ou de fusion avec les SIP-SIE doivent être combattues.

La fiscalité locale, avec toute sa spécificité, sa complexité, son poids croissant sur les budgets des collectivités et des ménages impose autre chose que les agissements de la DG.

Après avoir, dans un premier temps, subi une réforme du régime indemnitaire qui a très fortement impacté le pouvoir d'achat de beaucoup de géomètres et aides géomètres, c'est une nouvelle refonte de ce régime qui est imposée à partir du 1^{er} janvier 2018: le RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel). Son appellation même préfigure une usine à gaz qui va léser la grande majorité des géomètres qui servent de cobayes pour son extension à toute la DGFIP.

Le tout se passe dans un contexte:

- où 120000 suppressions supplémentaires d'emplois de fonctionnaires sont toujours censées lutter contre le chômage.
- Où l'augmentation/fiscalisation de la CSG, en plus de la ponction sur les salaires, annonce rien moins que la remise en cause de notre sécurité sociale.
- Où la nouvelle loi travail précarise toujours plus les salariés du privé et du public en les rendant plus «souples», c'est à dire toujours plus à la merci des employeurs privés et publics.
-

CA SUFFIT!

TOUS LES GÉOMÈTRES DOIVENT ÊTRE EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 10 OCTOBRE

- **NON AU RIFSEEP**
- **NON AU CHANGEMENT DE DOCTRINE
D'EMPLOI**
- **ARRÊT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS**